

A 278



L'ABBÉ RAYNAL

A U. X

ETATS GÉNÉRAUX.

La liberté vient de Dieu ; l'autorité , des hommes.

A MARSEILLE.

7 8 9.

145551

Rare

DC

141

.F74

no. 708

LETTRE adressée au Corps de la Bour-
geoisie de la ville de Marseille, par
M. l'Abbé RAYNAL.

MESSEURS,

J'AI soixante-seize ans. Quatre mois d'une
maladie très-douloureuse viennent de m'ôter le
peu de forces physiques & morales qu'un âge
avancé m'avoit laissées. La moindre méditation
fatigue mes organes affoiblis. Vous jugerez ai-
sément que, dans cet état, je ne puis remplir les
fonctions de votre Représentant avec la dignité
convenable à votre Cité, à vous, Messieurs, &
s'il m'est permis de le dire, à moi-même.

Vous trouverez parmi vos Concitoyens des
hommes bien plus capables que je ne l'aurois
été en aucun temps, d'être vos interprètes. S'il
m'étoit permis de vous en indiquer, j'oserois vous
présenter M. Bertrand, Directeur principal de
la Compagnie d'Afrique. Depuis bien des an-
nées, il étudie, dans le silence, la nature des
différens Gouvernemens; il en a saisi les rap-
ports; il a fait des combinaisons nouvelles qui
peuvent être très-utiles dans les heureuses cir-
constances où se voit la France. Personne ne lui

*contestera la gloire de bien dire, de bien écrire ;
& je serois caution de son courage, de sa fer-
meté, de son désintéressement.*

*Voilà, Messieurs, un de ces enfans que la
Patrie peut montrer avec confiance à la Nation
assemblée : il y soutiendra, avec l'assurance de
la probité & du génie, la gloire & les intérêts de
l'ancienne Marseille, & de la Marseille moderne.*

*J'ai l'honneur d'être avec reconnoissance &
avec respect,*

M E S S I E U R S ,

Voire, &c.

Signé, RAYNAL.

*P. S. Ce qui me console de ne pouvoir plus
servir la France, qui m'a proscrit, c'est que je
peux me flatter, sur le bord de ma tombe,
d'avoir annoncé, précurseur de la raison, d'avoir
préparé ses heureuses destinées. Puisse-t-elle
oublier, comme moi, tout le mal qu'elle m'a
fait, pour avoir pensé & parlé un peu trop tôt,
lorsque les têtes, même celles des Ministres,
n'étoient pas mûres, lorsque le Parlement brû-
loit encore les Livres !*

*Une main amie a recueilli, dans mes Ou-
vrages, tous les principes qui doivent concourir
à l'édifice de la nouvelle Constitution. Je vous
les envoie, ce sont mes Cahiers.*

L'ABBÉ RAYNAL

AUX ÉTATS GÉNÉRAUX.

DISCOURS AU ROI.

JEUNE Prince, toi qui as pu conserver l'horreur du vice & de la dissipation au milieu de la Cour la plus dissolue & sous le plus inepte des instituteurs, daigne m'écouter avec indulgence; parce que je suis un homme de bien, & un de tes meilleurs sujets; parce que je n'ai aucune prétention à tes graces, & que, le matin & le soir, je leve des mains pures vers le Ciel pour le bonheur de l'espece humaine, & pour la prospérité & la gloire de ton regne. La hardiesse avec laquelle je te dirai des vérités, que ton prédécesseur n'entendit jamais de la bouche de ses flatteurs, & que tu n'entendras pas davantage de ceux qui t'entourent, est le plus grand éloge que je puisse faire de ton caractère.

Tu regnes sur le plus bel Empire de l'univers.

Malgré la décadence où il est tombé, il n'y a aucun endroit de la terre où les arts & les sciences se soutiennent avec autant de splendeur. Les Nations voisines ont besoin de toi, & tu peux te passer d'elles. Si tes Provinces jouissoient de la fécondité dont elles sont susceptibles; si tes troupes, sans être beaucoup plus nombreuses, étoient aussi disciplinées qu'elles peuvent l'être; si tes revenus, sans s'accroître, étoient mieux administrés; si l'esprit d'économie dirigeoit les dépenses de tes Ministres & celles de ton Palais; si tes dettes étoient acquittées, quelle puissance seroit aussi formidable que la tienne!

Dis-moi, quel est le Monarque qui commande à des sujets aussi patiens, aussi fidèles, aussi affectionnés? Est-il une Nation plus franche, plus active, plus industrieuse? L'Europe entière n'y a-t-elle pas pris cet esprit social qui distingue si heureusement notre âge des siècles qui l'ont précédé? Les hommes d'Etat de tous les pays n'ont-ils pas jugé ton Empire inépuisable? Toi-même, tu connoîtras toute l'étendue de ses ressources, si tu te dis sans délai: « Je suis jeune, mais je veux le bien. La » fermeté triomphe de tous les obstacles. Qu'on » me présente un tableau fidèle de ma situation : quel qu'il soit, je n'en ferai point es-

» frayé ». Tu as ordonné , je vais obéir.
Ah ! si , tandis que je parlerai , deux larmes
s'échappent de tes yeux , nous sommes sauvés.

Lorsqu'un événement inattendu fit passer le
sceptre dans tes mains inexpérimentées , la
Marine Française , un moment , un seul mo-
ment redoutable , avoit cessé d'exister. La foi-
blesse , le désordre & la corruption l'avoient
replongée dans le néant , d'où elle étoit sortie
à l'époque la plus brillante de la Monarchie.
Elle n'avoit pu ni défendre nos possessions
éloignées , ni préserver nos côtes de l'invasion
& du pillage. Sur toutes les plages du globe ,
nos Navigateurs , nos Commerçans étoient
exposés à des avanies ruineuses & à des hu-
miliations cent fois plus intolérables.

Les forces & les trésors de la Nation avoient
été prodigués pour des intérêts étrangers , &
peut-être opposés aux nôtres. Mais qu'est-ce
que l'or ? qu'est-ce que le sang en comparaison
de l'honneur ? Nos armes , autrefois si redoutées
n'inspiroient plus aucun effroi. A peine nous
accordoit-on du courage.

Nos Envoyés , qui , si long-temps , allèrent
moins négocier dans les autres Cours qu'y
manifestar les intentions , j'ai presque dit les
volontés de leur Maître , nos Envoyés étoient
dédaignés. Les transactions les plus impor-

tantes y étoient conclues , sans qu'on s'en fût expliqué avec eux. Des Puissances alliées partageoient entre elles des Empires à notre infu : à notre infu ! A-t-on jamais annoncé d'une maniere plus outrageante & moins équivoque le peu de poids dont on nous comptoit dans la balance générale des affaires politiques de l'Europe ? O splendeur ! ô respect du nom français ! qu'étois-tu devenu ?

Voilà , jeune Souverain , ta position hors des limites de ton Empire. Tu baisses les yeux , tu n'oses la regarder. Au dedans elle n'est pas meilleure ; j'en atteste cette continuité de banqueroutes exécutées d'année en année , de mois en mois , sous le regne de tes prédécesseurs. C'est ainsi qu'on a conduit insensiblement à la dernière indigence , une multitude de sujets à qui l'on n'eut d'autres reproches à faire que d'avoir indiscretement confié leur fortune à leurs Souverains , & d'avoir ignoré la valeur de leur promesse sacrée. On rougiroit de manquer à son ennemi , & les Rois , les peres de la patrie , ne rougissent point de manquer aussi cruellement , aussi basement à leurs enfans ! O prostitution abominable de leurs sermens ! Encore si ces malheureuses victimes pouvoient se consoler par la nécessité des circonstances ! par l'urgence toujours renaissante des besoins

publics : mais c'est après des années d'une longue paix , que ces perfidies ont été consenties , sans qu'on en vît d'autre motif que le pillage des Finances abandonnées à une foule de mains aussi viles que rapaces. Vois-en la chaîne descendre du Trône vers ses premières marches , & de-là s'étendre vers les derniers confins de la société. Vois ce qui arrive lorsque le Monarque sépare ses intérêts des intérêts de ses Peuples. Jette les yeux sur la Capitale de ton Empire , & tu y trouveras deux classes de citoyens. Les uns , regorgeant de richesses , étalent un luxe qui indigné ceux qu'il ne corrompt pas ; les autres , plongés dans l'indigence , l'accroissent encore par le masque d'une aisance qui leur manque : car telle est la puissance de l'or lorsqu'il est devenu le dieu d'une Nation , qu'il supplée à tout talent , qu'il remplace toute vertu , qu'il faut avoir des richesses ou faire croire qu'on en a. Au milieu de ce ramas d'hommes dissolus , tu verras quelques citoyens laborieux , honnêtes , économes , industrieux , à demi proscrits par des lois vicieuses que l'intolérance a dictées , éloignés de toutes les fonctions publiques , toujours prêts à s'expatrier , parce qu'il ne leur est pas permis de s'enraciner par des propriétés , dans un Etat où ils existent sans honneur civil

& sans sécurité. Fixe tes regards sur les Provinces où s'éteignent tous les genres d'industrie ; tu les verras succombant sous le fardeau des impositions & sous les vexations aussi variées que cruelles de la nuée des satellites du Taitant.

Abaisse-les ensuite sur les campagnes , & considère d'un œil sec , si tu le peux , celui qui nous enrichit condamné à mourir de misère , l'infortuné Laboureur , auquel il reste à peine , des terres qu'il a cultivées , assez de paille pour couvrir sa chaumière & se faire un lit. Vois le concussionnaire protégé tourner auprès de sa pauvre demeure , pour trouver dans l'apparence de quelque amélioration à son triste sort , le prétexte de redoubler ses extorsions. Vois des troupes d'hommes qui n'ont rien , quitter dès l'aurore leur habitation , & s'acheminer , eux , leurs femmes , leurs enfans , leurs bestiaux , sans salaire , sans nourriture , à la confection des routes , dont l'avantage n'est que pour ceux qui possèdent tout :

Je le vois : ton ame sensible est accablée de douleur ; & tu demandes , en soupirant , quel est le remède à tant de maux. On ne le dira , tu te le diras à toi-même. Mais auparavant , sache que le Monarque qui n'a que des vertus pacifiques peut se faire aimer de ses sujets , mais qu'il n'y a que la force qui

le fasse respecter de ses voisins ; que les Rois n'ont point de parens , & que les pactes de famille ne durent qu'autant que les contractans y trouvent leur intérêt ; qu'il y a encore moins de fonds à faire sur ton alliance avec une Maison artificieuse , qui exige rigoureusement l'observation des traités faits avec elle , sans jamais manquer de prétexte pour en éluder les conditions , lorsqu'elles traversent son agrandissement ; qu'un Roi, le seul homme qui ignore s'il a à ses côtés un véritable ami , n'en a point hors de ses Etats , & ne doit compter que sur lui-même ; qu'un Empire ne peut pas plus subsister sans mœurs & sans vertu , qu'une famille particulière ; qu'il s'avance comme elle à sa ruine par les dissipations , & ne peut se relever , comme elle , que par économie ; que le faste n'ajoute rien à la majesté du Trône ; qu'un de tes aïeux ne se montra jamais plus grand que lorsque , accompagné de quelque gardes , qui lui étoient utiles , plus simplement vêtu qu'un de ses sujets , le dos appuyé contre un chêne , il écoutoit les plaintes & décidoit les différends ; & que ton Etat sortira de l'abîme creusé par tes aïeux , si tu te résous à conformer ta conduite à celle d'un particulier riche , mais obéré , & cependant assez honnête pour vou-

loir satisfaire aux engagemens inconsiderés de ses peres, & assez juste pour s'indigner de tous les moyens tyranniques, & les rejeter.

Demande-toi, pendant le jour, pendant la nuit, au milieu du tumulte de ta Cour, dans le silence de ton cabinet, lorsque tu méditeras (& quel est l'instant où tu ne dusses pas méditer sur le bonheur de vingt-deux millions d'hommes que tu chéris, qui t'aiment & qui pressent, par leurs vœux, le moment de t'adorer.) ! demande-toi si ton intention est de perpétuer les profusions insensées de ton Palais.

De garder cette multitude d'Officiers grands & subalternes qui te dévorent.

D'éterniser le dispendieux entretien de tant de châteaux inutiles & les énormes salaires de ceux qui les gouvernent.

De doubler, tripler les dépenses de ta Maison par des voyages non-moins coûteux qu'inutiles.

De dissiper en fêtes scandaleuses la subsistance de ton peuple.

De permettre qu'on élève sous tes yeux des tables d'un jeu ruineux, source d'avilissement & de corruption.

D'épuiser ton trésor pour fournir au faste des tiens, & leur continuer un état dont la magnificence soit l'émule de la tienne.

- De souffrir que l'exemple d'un luxe perfide dérange la tête de nos femmes & fasse le désespoir de leurs époux.

- De sacrifier chaque jour à la nourriture de ces chevaux, des subsistances dont l'équivalent nourrirait plusieurs milliers de tes sujets, qui meurent de faim & de misère.

- D'accorder à des Membres qui ne sont déjà que trop gratifiés, & à des Militaires largement stipendiés pendant de longues années d'oisiveté, des sommes extraordinaires pour des opérations qui sont de leur devoir, que dans tout autre Gouvernement que le tien, ils exécuteroient à leurs dépens.

- De persister dans l'infructueuse possession de Domaines immenses qui ne rendent rien, & dont l'aliénation, en acquittant une partie de ta dette, accroîtroit & ton revenu & la richesse de la Nation. Celui à qui tout appartient comme Souverain, ne doit rien avoir comme particulier.

- De te prêter à l'insatiable avidité de tes Courtisans & des Courtisans de tes proches.

- De permettre que les Grands, les Magistrats, tous les hommes puissans ou protégés de ton Empire continuent d'écarter loin d'eux le fardeau de l'impôt, pour le faire retomber sur le peuple : espece de concussion contre laquelle

le gémissement des opprimés & les remontrances des hommes éclairés réclament inutilement & depuis si long-temps.

De confirmer dans un Corps qui possède le quart des biens du Royaume le privilège, absurde de s'imposer à sa discrétion, & par l'épithète de *gratuits*, qu'il ne rougit pas de donner à ses subsides, de te signifier qu'il ne te doit rien; qu'il n'en a pas moins droit à ta protection & à tous les avantages de la société, sans en acquitter aucune des charges, & que tu n'en as aucun à sa reconnoissance.

Lorsqu'à ces questions tu auras fait toi-même les réponses justes & vraies que ton ame sensible & royale t'inspirera, agis en conséquence : sois ferme, ne te laisse ébranler par aucune de ces représentations que la duplicité & l'intérêt personnel imagineront pour t'arrêter, peut-être même pour t'inspirer de l'effroi; & sois sûr d'être bientôt le plus honoré & le plus redoutable des Potentats de la terre.

Oui, Louis XVI, tel est le sort qui t'attend; & c'est dans la confiance que tu l'obtiendras, que je suis attaché à la vie. Il ne me reste plus qu'un mot à te dire, mais il est important. C'est de regarder comme le plus dangereux des imposteurs, comme l'en-

ne le plus cruel de notre bonheur & de ta gloire, le flatteur impudent qui ne balancera pas à t'assoupir dans une tranquillité funeste, soit en affoiblissant à tes yeux la peinture affligeante de ta situation, soit en t'exagérant l'indécence, le danger, la difficulté de l'emploi des ressources qui se présenteront à ton esprit.

Tu entendras murmurer autour de toi : *Cela ne se peut, & quand cela se pourroit, ce sont des innovations.* Des innovations ! soit. Mais tant de découvertes dans les sciences & dans les arts n'en ont-elles pas été ? L'art de bien gouverner est-il donc le seul qu'on ne puisse perfectionner ? L'assemblée des Etats d'une grande Nation, le retour à la liberté primitive, l'exercice respectable des premiers actes de la justice naturelle, seroient-ce donc des innovations ?

D U G O U V E R N E M E N T.

LE Gouvernement doit sa naissance à la nécessité de prévenir & de réprimer les injures que les Associés avoient à craindre les uns de la part des autres. C'est la sentinelle qui veille

pour empêcher que les travaux communs ne soient troublés.

Ainsi la société est née des besoins des hommes ; le Gouvernement est né de leurs vices. La société tend toujours au bien ; le Gouvernement doit toujours tendre à réprimer le mal. La société est la première, elle est, dans son origine, indépendante & libre ; le Gouvernement a été institué pour elle, & n'est que son instrument. C'est à l'une à commander, c'est à l'autre à la servir. La société a créé la force publique ; le Gouvernement qui l'a reçue d'elle doit la consacrer toute entière à son usage.

Les formes du Gouvernement, du choix, & du choix libre des premiers aîeux, quelque sanction qu'elles puissent avoir reçues, ou du serment, ou du concert unanime, ou de leur permanence, sont-elles obligatoires pour leurs descendans ?

Si les peuples sont heureux sous la forme de leur Gouvernement, ils le garderont. S'ils sont malheureux, l'impossibilité de souffrir davantage & plus long-temps les déterminera à la changer : mouvement salutaire, que l'oppressé appellera révolte, bien qu'il ne soit que l'exercice légitime d'un droit inaliénable & naturel de l'homme qu'on opprime, & même de l'homme qu'on n'opprime pas.

On veut , on choisit pour soi. On ne sauroit vouloir ni choisir pour un autre ; & il seroit insensé de vouloir , de choisir pour celui qui n'est pas encore né , pour celui qui est à des siècles de son existence. Point d'individu qui , mécontent de la forme du Gouvernement de son pays , n'en puisse aller chercher ailleurs une meilleure. Point de société qui n'ait , à changer la sienne , la même liberté qu'eurent ses ancêtres à l'adopter. Sur ce point , les sociétés en sont comme au premier moment de leur civilisation. Sans quoi il y auroit un grand mal ; que dis-je ! le plus grand des maux seroit sans remède. Des millions d'hommes auroient été condamnés à un malheur sans fin.

Il n'est nulle forme de Gouvernement dont la prérogative soit d'être immuable.

Nulle autorité politique , qui , créée hier ou il y a mille ans , ne puisse être abrogée dans dix ans ou demain.

Nulle puissance , si respectable , si sacrée qu'elle soit , autorisée à regarder l'Etat comme sa propriété.

Quiconque pense autrement est un esclave. C'est un idolâtre de l'œuvre de ses mains.

Quiconque pense autrement est un insensé , qui se dévoue à une misère éternelle , qui y

dévoue sa famille, ses enfans, les enfans de ses enfans, en accordant à ses ancêtres le droit de stipuler pour lui lorsqu'il n'étoit pas, & en s'arrogeant le droit de stipuler pour ses neveux qui ne sont pas encore. Toute autorité dans ce monde a commencé, ou par le consentement des sujets, ou par la force du Maître. Dans l'un & l'autre cas, elle peut finir légitimement. Rien ne prescrit pour la tyrannie contre la liberté.

- Point de Gouvernement sans une confiance mutuelle entre celui qui commande & celui qui obéit.

L A P O L I T I Q U E.

LA POLITIQUE ressemble, pour le but & pour l'objet, à l'éducation de la jeunesse. L'une & l'autre tendent à former des hommes. Elles doivent, à bien des égards, se ressembler par les moyens. Les peuples sauvages, quand ils se sont réunis en société, veulent, ainsi que les enfans, être menés par la douceur & réprimés par la force. Faute de l'expérience, qui seule forme la raison, incapables de se gouverner eux-mêmes dans la vicissitude des événemens

&

& des rapports qu'amene l'état d'une société naissante ; le Gouvernement doit être éclairé pour eux & les conduire par l'autorité jusqu'à l'âge des lumieres. Aussi les peuples barbares se trouvent-ils naturellement sous les lisières & la verge du despotisme , jusqu'à ce que les progrès de la société leur aient appris à se conduire par leurs intérêts.

Les peuples policés , semblables aux adolescents plus ou moins avancés, non en raison de leurs facultés , mais du régime de leur première institution , dès qu'ils sentent leur force & leurs droits , veulent être ménagés & même respectés par ceux qui les gouvernent. Un fils bien élevé ne doit rien entreprendre sans consulter son pere : un Prince , au contraire , ne doit rien établir sans consulter son peuple. Il y a plus : le fils dans les résolutions où il prend conseil de son pere , souvent ne hasarde que son propre bonheur : un Prince compromet toujours l'intérêt du peuple dans tout ce qu'il statue. L'opinion publique , chez une Nation qui pense & qui parle , est la règle du Gouvernement : jamais il ne la doit heurter sans des raisons publiques , ni la contrarier , sans l'avoir désabusée. C'est d'après cette opinion que le Gouvernement doit modifier toutes ses formes, L'opinion, comme

on le fait, varie avec les mœurs, les habitudes. & les lumieres. Ainsi, tel Prince pourra faire, sans trouver la moindre résistance, un acte d'autorité, que son successeur ne renouvelleroit que sans exciter l'indignation. D'où vient cette différence ? Le premier n'aura pas choqué l'opinion qui n'étoit pas encore née; le second l'aura blessée ouvertement un siecle plus tard. L'un aura fait, pour ainsi dire, à l'insçu du peuple, une démarche dont il aura corrigé ou réparé la violence, par les succès heureux de son Gouvernement; l'autre aura peut-être comblé les malheurs publics par des volontés injustes, que doivent perpétuer les premiers abus de son autorité. La réclamation publique est constamment le cri de l'opinion; & l'opinion générale est la regle du Gouvernement : c'est parce qu'elle est la Reine du monde, que les Rois sont les Maîtres des hommes. Les Gouvernemens doivent donc s'améliorer, & se perfectionner, comme les opinions. Mais quelle est la regle des opinions chez les peuples éclairés ? L'intérêt permanent de la société, le salut & l'utilité de la Nation. Cet intérêt se modifie au gré des événemens & des situations; l'opinion publique & la forme du Gouvernement suivent ces différentes modifications.

SUR L'ASSERVISSEMENT DES PEUPLES.

LES Nations, en général, sont plus faites pour sentir que pour penser. La plupart ne se sont jamais avisées d'analyser la nature du pouvoir qui les gouverne. Elles obéissent sans réflexion, & parce qu'elles ont l'habitude d'obéir. L'origine & l'objet des premières associations nationales leur étant inconnus, toute résistance à leur volonté leur paroît un crime. C'est principalement dans les États où les principes de la législation se confondent avec ceux de la religion, que cet aveuglement est ordinaire. L'habitude de croire favorise l'habitude de souffrir. L'homme ne renonce pas impunément à un seul objet; il semble que la nature se venge de celui qui ose ainsi la dégrader. Cette disposition servile de l'âme s'étend à tout. Elle se fait un devoir de résignation comme de bassesse, & baissant toutes les chaînes avec respect, tremble d'examiner ses loix comme ses dogmes. De même qu'une seule extravagance dans les opi-

nions religieuses suffit pour en faire adopter sans nombre à des esprits une fois déçus, une première usurpation du Gouvernement ouvre la porte à tous les autres. Qui croit le plus, croit le moins ; qui peut le plus, peut le moins. C'est par le double abus de la crédulité & de l'autorité que toutes les absurdités, en matière de culte & de politique, se sont introduites dans le monde pour écraser les hommes. Aussi le premier signal de la liberté chez les Nations les a portées à secouer ces deux jougs à la fois ; & l'époque où l'esprit humain commença à discuter les abus de l'Eglise & du Clergé, est celle où la raison sentit enfin les droits des peuples, & où le courage essaya de poser les premières bornes au despotisme.

Les peuples qui ont murmuré tant que l'orage ne faisoit que de gronder au loin, se soumettent souvent lorsqu'il vient à fondre sur eux. C'est alors qu'ils pèsent les avantages & les désavantages de la résistance ; qu'ils mesurent leurs forces & celles de leurs oppresseurs, qu'une terreur panique saisit ceux qui ont tout à perdre & rien à gagner, qu'ils élèvent la voix, qu'ils intimident, qu'il corrompent ; que la division s'élève entre les esprits, & que la société se partage entre deux

façons qui s'irritent , en viennent quelquefois aux mains , & s'entr'égorgent sous les yeux de leurs tyrans , qui voient couler ce sang avec une douce satisfaction. Mais les tyrans ne trouvent gueres de complices que chez les peuples déjà corrompus. Ce sont les vices qui leur donnent des alliés parmi ceux qu'ils oppriment. C'est la mollesse qui s'épouvante , & n'ose faire l'échange de son repos contre des périls honorables. C'est la vile ambition de commander qui prête ses bras au despotisme , & consent à être esclave pour dominer ; à livrer un peuple pour partager sa dépouille ; à renoncer à l'honneur pour obtenir des honneurs & des titres. C'est sur-tout l'indifférente & froide personnalité , dernier vice d'un peuple dernier crime des Gouvernemens ; car c'est toujours le Gouvernement qui l'a fait naître : c'est elle qui , par principe , sacrifie une Nation à un homme , & le bonheur d'un siècle & de la postérité à la jouissance d'un jour & d'un moment.

Faut-il révéler aux Nations les trames qui se forment contre leur liberté ? Faut-il leur dire que , par le complot le plus odieux , depuis des siècles , tous les Princes de l'Europe fabriquent entre eux dans les ténèbres du cabinet , cette longue & pesante chaîne dont

les peuples se sentent enveloppés de toutes parts ? Chaque négociation ajoutoit de nouveaux chaînons à ce filet artificieusement imaginé. Les guerres ne tendoient pas à rendre les Etats plus grands, mais les sujets plus soumis, en substituant pas à pas le Gouvernement militaire à l'influence douce & lente des loix & des mœurs. Tous les Potentats se sacrifioient également dans leur tyrannie, par leurs conquêtes ou par leurs pertes. Victorieux, ils régnoient avec des armées ; humiliés & défaits, ils commandoient par la misère à des sujets pusillanimes. Ennemis ou jaloux entre eux par ambition, ils ne se liguoient ou ne s'allioient que pour appesantir la servitude. Soit qu'ils voulussent souffler la guerre ou conserver la paix, ils étoient assurés de tourner au profit de leur autorité l'aggrandissement ou l'affoiblissement de leurs peuples. S'ils cédoient une province, ils épuisoient toutes les autres pour la recouvrer ou pour se dédommager de sa perte. S'ils en acquéroient une nouvelle, la fierté qu'ils affectoient au dehors étoit au dedans dureté, vexation. Ils empruntoient les uns des autres réciproquement tous les arts, toutes les inventions, soit de la guerre, soit de la paix, qui pouvoient concourir, tantôt à fomentier

les rivalités & les antipathies naturelles, tantôt à oblitérer le caractère des Nations : comme si l'accord tacite de leurs Maîtres eût été de les assujettir les unes par les autres au despotisme qu'ils avoient su préparer de longue main. N'en doutez pas, peuples qui gémissiez tous, plus ou moins sourdement, de votre condition : ceux qui ne vous ont jamais aimés, en sont venus à ne vous plus craindre. La tyrannie, dit-on, est l'ouvrage des peuples, & non pas des Rois. Pourquoi la souffre-t-on ? pourquoi ne réclame-t-on pas avec autant de chaleur contre les entreprises du despotisme ; qu'il emploie de violence & d'artifice lui-même pour s'emparer de toutes les facultés des hommes ? Mais est-il permis de se plaindre & de murmurer sous les verges de l'oppresser ? N'est-ce pas l'irriter, l'exciter à frapper jusqu'au dernier soupir de la victime ? A ses yeux, les cris de la servitude sont une rébellion. On les étouffe dans une prison, souvent même sur un échafaud. L'homme qui revendiqueroit les droits de l'homme, périroit dans l'abandon ou dans l'infamie. On est donc réduit à souffrir la tyrannie sous le nom de l'autorité.

Dès-lors à quels outrages l'homme civil n'est-il pas exposé ? S'il a quelque propriété, jusqu'à quel point en est-il assuré, quand il

est obligé d'en partager le produit entre l'homme de Cour qui peut attaquer son fonds, l'homme de Loi qui lui vend les moyens de le conserver, l'homme de Guerre qui peut le ravager, & l'homme de Finances qui vient y lever des droits toujours illimités dans le pouvoir qui les exige? Sans propriété, comment se promettre une substance durable? Quel est le genre d'industrie à l'abri des événemens de la fortune & des atteintes du Gouvernement? Il peut arriver que la volonté d'un Roi soit en contradiction avec la volonté de ses sujets. Alors, malgré toute sa justice & ses lumières, il auroit tort de les dépouiller de leurs droits, même pour leur avantage. Est-il jamais permis à un homme, quel qu'il soit, de traiter ses commettans comme un troupeau de bêtes? On force celle-ci à quitter un mauvais pâturage, pour passer dans un plus gras : mais ne feroit-ce pas une tyrannie d'employer la même violence avec une société d'hommes? S'ils disent, nous sommes bien ici; s'ils disent même d'accord, nous y sommes mal, mais nous voulons y rester; il faut tâcher de les éclairer, de les détromper, de les amener à des vues saines par la voie de la persuasion, mais jamais par celle de la force. Le meilleur des Princes qui auroit fait

le bien contre la volonté générale , feroit criminel , par la seule raison qu'il auroit outrepassé ses droits. Il seroit criminel pour le présent & pour l'avenir : car s'il est éclairé & juste , son successeur , sans être héritier de sa raison & de sa vertu , hérite assurément de son autorité , dont la Nation sera la victime. Un premier Despote , juste , ferme , éclairé , est un grand mal ; un second Despote , juste ferme , éclairé , feroit un plus grand mal ; un troisieme qui leur succéderoit avec ces grandes qualités , feroit le plus terrible fléau dont une Nation pourroit être frappée. On sort de l'esclavage où l'on est précipité par la violence , on ne sort point de celui où l'on a été conduit par le temps & par la justice. Si le sommeil d'un peuple est l'avant-coureur de la perte de la liberté , quel sommeil plus doux , plus profond , & plus perfide que celui qui a duré trois regnes , pendant lesquels on a été bercé par les mains de la bonté ?

Peuples , ne permettez donc pas à vos prétendus Maîtres de faire , même le bien , contre votre volonté générale. Songez que la condition de celui qui vous gouverne n'est pas autre que celle de ce Cacique à qui l'on demandoit s'il avoit des esclaves , & qui répon-

dit: « Des esclaves! je n'en connois qu'un » dans ma contrée, & cet esclave-là, c'est » moi ».

S U R L A L I B E R T É.

LA liberté est la propriété de soi. On distingue trois sortes de libertés; la liberté naturelle, la liberté civile, la liberté politique; c'est-à-dire, la liberté de l'homme, celle du citoyen, & celle du peuple. La liberté naturelle est le droit que la nature a donné à tout homme de disposer de soi à sa volonté. La liberté civile est le droit que la société doit garantir à chaque citoyen de pouvoir faire tout ce qui n'est pas contraire aux lois. La liberté politique est l'état d'un peuple qui n'a point aliéné sa souveraineté, & qui fait ses propres lois, ou est associé en partie à sa législation.

La première de ces libertés est, après la raison, le caractère distinctif de l'homme. On enchaîne & on assujettit la brute, parce qu'elle n'a aucune notion du juste & de l'injuste, nulle idée de grandeur & de bassesse; mais en moi la liberté est le principe de mes vices ou

de mes vertus. Il n'y a que l'homme libre qui puisse dire, *je veux* ou *je ne veux pas*, & qui puisse, par conséquent être digne d'éloge ou de blâme.

Sans la liberté ou la propriété de son corps & la jouissance de son esprit, on n'est ni époux, ni pere, ni parent, ni ami : on n'a ni patrie, ni concitoyens, ni Dieu. Dans la main du méchant, instrument de sa scélératesse, l'esclave est au-dessous du chien que l'Espagnol lâchoit contre l'Américain ; car la conscience qui manque aux chiens, reste à l'homme. Celui qui abdique lâchement sa liberté, se voue aux remords & à la plus grande des miseres qu'un être pensant & sensible puisse éprouver. S'il n'y a sous le soleil aucune Puissance qui puisse changer mon organisation & m'abrutir, il n'y en a aucune qui puisse disposer de ma liberté. Dieu est mon pere, & non pas mon maître : je suis son enfant, & non pas son esclave. Comment accorderai-je donc au pouvoir de la Politique ce que je refuse à la toute-puissance divine ?

Hommes ou Démons, qui que vous soyez, osez-vous justifier les attentats contre mon indépendance par le droit le plus fort ? Quoi ! celui qui vient me rendre esclave, n'est point coupable ; il use de ses droits ! Où sont-ils ces droits ? qui leur a donné un caractère assez

facré pour faire taire les miens ? Je tiens de la nature le droit de me défendre ; elle ne t'a donc pas donné celui de m'attaquer ? Que si tu te crois autorisé à m'opprimer, parce que tu es plus fort & plus adroit que moi, ne te plains donc pas quand mon bras vigoureux ouvrira ton sein pour y chercher ton cœur ; ne te plains pas lorsque, dans tes entrailles déchirées, tu sentiras la mort que j'y aurai fait passer avec tes alimens. Je suis plus fort ou plus adroit que toi ; sois à ton tour victime ; expie maintenant le crime d'avoir été oppresseur. Mais, dit-on, dans toutes les régions, dans tous les siècles l'esclavage s'est plus ou moins généralement établi.

Je le veux ; mais que m'importe ce que les autres peuples ont fait dans les autres âges ? Est-ce aux usages des temps ou à la conscience qu'il faut en appeler ? Est-ce l'intérêt, l'aveuglement, la barbarie, ou la raison & la justice qu'il faut écouter ? Si l'universalité d'une pratique en prouvoit l'innocence, l'apologie des usurpations, des conquêtes, de toutes les sortes d'oppressions, seroit achevée.

Il n'est que trop vrai que la plupart des Nations sont dans les fers. La multitude est généralement sacrifiée aux passions de quelques oppresseurs privilégiés. On ne connoît guere

de région où un homme puisse se flatter d'être maître de sa personne , de disposer à son gré de son héritage , de jouir paisiblement des fruits de son industrie. Dans les contrées même les moins asservies , le citoyen , dépouillé du produit de son travail par les besoins sans cesse renaissans d'un Gouverneur avide ou obéré , est continuellement gêné sur les moyens les plus légitimes d'arriver au bonheur. Par-tout des superstitions extravagantes , des coutumes barbares , des loix surannées étouffent la liberté. Elle renaîtra sans doute un jour de ses cendres. A mesure que la morale & la politique feront des progrès , l'homme recouvrera ses droits. L'art de maintenir l'autorité est un art délicat , qui demande plus de circonspection qu'on ne pense. Ceux qui gouvernent sont trop accoutumés peut-être à mépriser les hommes ; ils les regardent trop comme des esclaves courbés par la nature , tandis qu'ils ne le sont que par l'habitude. Si vous les chargez d'un nouveau poids , prenez garde qu'ils se redressent avec fureur. N'oubliez pas que le levier de la puissance n'a d'autre appui que l'opinion ; que la force de ceux qui gouvernent n'est réellement que la force de ceux qui se laissent gouverner. N'avertissez pas les peuples , distraits par les travaux ou endormis dans les chaînes ,

de lever les yeux jusqu'à des vérités trop redoutables pour vous ; & quand ils obéissent , ne les faites pas souvenir qu'ils ont le droit de les commander. Dès que le moment de ce réveil sera venu , dès qu'ils auront pensé qu'ils ne sont pas faits pour leurs Chefs , mais que leurs Chefs sont faits pour eux ; dès qu'une fois ils auront pu se rapprocher , s'entendre , & prononcer d'une voix unanime : *Nous ne voulons pas de cette loi , cet usage nous déplaît ;* point de milieu ; il vous faudra , par une alternative inévitable , ou céder , ou punir , être foibles ou tyrans ; & votre autorité , désormais détestée ou avilie , quelque parti qu'elle prenne , n'aura pas à choisir , de la part des peuples , que l'insolence ouverte ou la haine cachée.

Les grandes révolutions de la liberté sont des leçons pour les Despotés ; elles les avertissent de ne pas compter sur une trop longue patience des peuples , & sur une éternelle impunité. Ainsi , quand la société & les loix se vengent des crimes des particuliers , l'homme de bien espère que les châtimens des coupables peut prévenir de nouveaux crimes. La terreur quelquefois tient lieu de justice au brigand , & de conscience à l'assassin.

LES FINANCES.

JUSQU'AU funeste regne de Charles VI, les dépenses de la Cour n'avoient jamais passé 94,000 liv.

Mais aussi-tôt que l'épidémie des croisades eut entraîné les Français loin de leurs frontières; aussi-tôt que des ennemis étrangers se portèrent en force sur la France, il fallut des fonds réguliers & considérables. Les Rois auroient bien voulu ordonner eux-mêmes ces contributions : plus d'une fois ils le tenterent. La réclamation des gens éclairés les avertit de leurs usurpations, & les révoltes des peuples les forcèrent d'y renoncer. Il fallut reconnoître que cette autorité appartenoit à la Nation assemblée, & n'appartenoit qu'à elle. Ils jurèrent même à leur sacre, que ce droit sacré, inaliénable, seroit à jamais respecté ; & ce serment eut quelque force durant plusieurs siècles.

Tout le temps que la Couronne n'avoit eu d'autre revenu que le produit de son domaine, c'étoient ses Sénéchaux, ses Baillis qui, chacun dans leur département, étoient chargés du recouvrement des deniers publics. Il fallut

établir un nouvel ordre de choses, lorsque les impositions devinrent générales dans le Royaume. Soit que les taxes portaient sur la personne ou sur les maisons des citoyens; soit qu'on leur demandât le cinquième ou le dixième de leurs récoltes, le cinquantième ou le centième de leurs biens meubles & immeubles; soit qu'on fit d'autres combinaisons plus ou moins heureuses, c'étoit une nécessité d'avoir des agens pour recueillir ces différens tributs; & le malheur de l'Etat voulut qu'on les allât chercher en Italie, où l'art de pressurer les peuples avoit déjà fait des progrès immenses.

Ces Financiers, connus sous le nom de Lombards, ne tarderent pas à montrer un génie fertile en inventions frauduleuses.

Après leur expulsion, les Etats-Généraux, qui ordonnoient les subsides, se chargerent d'en faire la levée; & cet arrangement continua jusqu'à Charles VII, qui, le premier, se permit d'établir un impôt sans le consentement de la Nation, & qui s'appropriâ le droit de les faire tous percevoir par ses Délégués.

Sous le regne de Louis XII, le revenu public, qui s'étoit accru par degrés, fut porté à 7,950,000 liv. Cette somme représentoit trente-six de nos millions actuels.

A la mort de François I^{er}, le fisc recevoit 15,730,000 l. c'étoient cinquante-six de nos millions. Surcette somme, il falloit prélever 60,416 liv. 3 s. 4 d. pour les rentes perpétuelles créées par ce Prince, & qui, au denier douze, représentoient un capital de 725,000 l. : c'étoit une innovation. Ce n'est pas que quelques-uns de ses prédécesseurs n'eussent connu la funeste ressource des emprunts ; mais c'étoit toujours sous la caution de leurs Agens, & l'Etat n'étoit jamais engagé.

Quarante ans de guerres civiles, de fanatisme, de déprédations, de crimes, d'anarchie, plongèrent les finances du Royaume dans un désordre dont il n'y avoit qu'un Sully qui pût les tirer. Ce Ministre économe, éclairé, vertueux, appliqué, courageux, éteignit pour sept millions de rentes, diminua les impositions de trois millions, & laissa à l'Etat vingt-six millions grevés seulement de 6,025,666 liv. 2 s. 6 d. de rente, toutes charges déduites ; il entroit donc vingt millions dans le Trésor Royal. 15,500,000 liv. suffisoient pour les dépenses publiques, & les réserves étoient de 4,500,000 liv.

La retraite forcée de ce grand homme après la fin tragique du meilleur des Rois, fut une calamité qu'il faut déplorer encore. La Cour

s'abandonna d'abord à des profusions qui n'avoient point d'exemple dans la Monarchie ; & les ministres formerent , dans la suite, des entreprises que les forces de la Nation ne comportoient pas. Ce double principe d'une confusion certaine ruina de nouveaux le fisc. En 1661, les impositions monterent à 84,222,096 livres ; mais les dettes absorboient 52,377,172 livres ; il ne restoit par conséquent pour les dépenses publiques que 31,844,924 livres , somme évidemment insuffisante pour les besoins de l'Etat. Telle étoit l'administration des finances , lorsque l'administration en fut confiée à Colbert.

Ce Ministre , dont le nom est devenu si fameux chez toutes les Nations , porta , en 1683 , qui fut la dernière de sa vie, les revenus du Monarque qu'il servoit, à 116,873,476 livres , les charges ne montoient qu'à 23,375,274 livres ; il entroit par conséquent dans les coffres du Roi, 93,498,202 livres. La funeste passion de Louis XIV pour la guerre , son goût défordonné pour toutes les dépenses qui avoient de l'éclat, priverent la France des avantages qu'elle pouvoit se promettre d'un si grand Administrateur.

Après la mort de Colbert , les finances , administrées sans ordre & sans principes , fu-

rent la proie d'une foule de Traitans avides , qui se rendirent nécessaires par leur brigandage même , & parvinrent à donner la loi au Gouvernement.

Le discrédit devint bientôt universel. Les banqueroutes se multiplièrent. L'argent disparut , le commerce fut anéanti , les consommations diminuèrent. On négligea la culture des terres. Les contrats sur l'Hôtel-de-Ville ne se vendoient que la moitié de leur valeur. Louis XIV , sur la fin de ses jours , eut un besoin pressant de huit millions ; il fut obligé de les acheter par trente-deux millions de rescriptions. C'étoit emprunter à quatre cents pour cent.

L'Etat avoit, il est vrai, 115,389,074 liv. de revenu ; mais les charges en emportoient 82,859,504 liv. ; & il ne restoit pour les dépenses du Gouvernement que 32,529,570 l. , à 30 l. 10 s. 6 d. le marc. Encore ces fonds étoient-ils consommés d'avance pour plus de trois années.

Lorsque le Duc d'Orléans prit les rênes du Gouvernement , ses vrais amis désiroient qu'il assemblât les Etats Généraux : c'étoit un moyen infailible de conserver, d'augmenter même la faveur publique, alors ouvertement déclarée pour lui. Philippe se prêtoit sans effort à cet expédient. Malheureusement, les perfides con-

fidens qui avoient usurpé trop d'empire sur ses pensées, réprouverent un projet où leurs intérêts particuliers ne se trouvoient pas. Il fut abandonné.

Alors quelques Grands, révoltés du despotisme sous lequel gémissoit la France, & ne voyant point de jour à l'ébranler, eurent l'idée d'une banqueroute entière, qu'ils croyoient propre à tempérer l'excès du pouvoir absolu.

Le Régent, après quelques irrésolutions, se refusa à une violence qu'il jugeoit devoir imprimer une tache ineffaçable sur son administration. Il préféra un examen sévère des engagemens publics à une banqueroute flétrissante, dont il croyoit pouvoir éviter l'éclat. Le célèbre Law vint à son secours, & la France eut l'espoir, aveuglément conçu, d'obtenir le rétablissement de la fortune publique par ses lumières.

La machine politique sembla marcher; mais ses mouvemens, ni faciles ni réguliers, annonçoient une nouvelle chute.

De quelque manière que fussent depuis admistrées les finances du Royaume, elles ne se trouverent jamais suffisantes pour les dépenses qu'on se permettoit. Inutilement on multiplioit les impôts : les besoins, les fantaisies, les déprédations augmentoient encore

d'avantage ; & le fisc s'obéroit toujours. A la mort de Louis XV, le revenu public s'élevoit à 375,331,874 livres ; mais les engagemens , malgré cette foule de banqueroutes qu'on s'étoit permises, montoient à 190,858,531 liv. Il ne restoit donc de libre que 184,473,343 livres. Les dépenses de l'Etat exigeoient 210,000,000 de l. C'étoit, par conséquent, un vide de 25,526,657 liv. dans le Trésor de l'Etat.

La Nation comptoit sur un meilleur usage des revenus publics dans le nouveau regne. Ses espérances avoient pour base l'amour de l'ordre, le dédain du faste, l'esprit de justice , ces autres vertus simples & modestes qui parurent se rassembler autour du Trône, lorsque Louis XVI y monta.

SUR LES IMPOTS

LES membres d'une Confédération doivent tous contribuer à sa défense & à sa splendeur, selon l'étendue de leurs facultés, puisque ce n'est que par la force publique que chaque classe peut conserver l'entière & paisible jouissance de ce qu'elle possède. L'indigent y a sans doute moins d'intérêt que le riche : mais il

y a d'abord l'intérêt de son repos, & ensuite celui de la conservation de la richesse nationale, qui est appelé à partager par son industrie. Point de principe social plus évident; & cependant point de faute politique plus commune que son infraction. D'où peut naître cette contradiction perpétuelle contre les lumieres & la conduite des Gouvernemens ? Du vice de la Puissance législative, qui exagere l'entretien de la force publique, & usurpe, par ses fantaisies, une partie des fonds destinés à cet entretien. L'or du Commerçant, du Laboureur, la subsistance du pauvre, arrachés dans les campagnes & dans les Cours à l'intérêt & au vice, vient grossir le faste d'une troupe d'hommes qui flattent, haïssent & corrompent leur Maître; vont, dans des mains plus viles encore, payer le scandale & la honte de ses plaisirs. On le prodigue pour un appareil de grandeur, vaine décoration de ceux qui ne peuvent avoir de grandeur réelle; pour des fêtes, ressource de l'oisiveté impuissante au milieu des soins & des travaux que demanderoit un Empire à gouverner. Une portion, il est vrai, se donne aux besoins publics : mais l'incapacité distraite les applique sans jugement comme sans

économie. L'autorité trompée , & qui ne daigne pas cesser de l'être , souffre dans l'impôt une distribution injuste, une perception qui n'est elle-même qu'une oppression de plus. Alors tout sentiment patriotique s'éteint. Il s'établit une guerre entre le Prince & les sujets. Ceux qui lèvent les revenus de l'Etat ne paroissent plus que les ennemis du citoyen. Il défend sa fortune de l'impôt, comme il la défendrait d'une invasion. Tout ce que la ruse peut dérober à la force, paroît un gain légitime ; & les sujets, corrompus par le Gouvernement , usent de représailles envers un Maître qui les pille. Il ne s'aperçoivent pas que dans ce combat inégal , ils sont eux-mêmes dupes & victimes. Le fisc insatiable & ardent , moins satisfait de ce qu'on lui donne, qu'irrité de ce qu'on lui refuse, poursuit avec cent mains ce qu'une seule ose lui dérober. Il joint l'activité de la puissance à celle de l'intérêt. Les vexations se multiplient. Elles se nomment châtiment & justice ; & le monstre qui apprauvrit tous ceux qu'il tourmente , rend grace au ciel du nombre des coupables qu'il punit , & des délits qui l'enrichissent. Heureux le Souverain qui , pour prévenir tant d'abus , ne dédaigneroit pas de

rendre à son peuple un compte si fidèle de l'emploi des sommes qu'il en exigeroit !

Comment établir un impôt ? L'asseoirait-on sur des Déclarations ? Mais il faudroit entre le Monarque & les sujets une conscience morale qui les liât l'un à l'autre par un mutuel amour du bien général , ou du moins une conscience publique qui les rassurât l'un envers l'autre par une communication sincère & réciproque de leurs lumières & de leurs sentimens. Or comment établir cette conscience publique , qui serviroit de flambeau , de guide , & de frein dans la marche des Gouvernemens ? Percera-t-on dans le sanctuaire des familles, dans le cabinet du citoyen , pour surprendre & mettre au jour ce qu'il ne veut pas révéler , ce qu'il lui importe même souvent de ne pas révéler ? Quelle inquisition ! quelle violence révoltante ! Quand même on parviendrait à connoître les ressources de chaque particulier, ne varient-elles pas d'une année à l'autre avec les produits incertains & précaires de l'industrie ? Ne diminuent-elles pas avec la multiplication des enfans , avec le dépérissement des forces, par les maladies , par l'âge , & par le travail ? Les facultés de l'humanité , utiles & laborieuses , ne changent-elles pas avec les vicif-

fructueux que le temps apporte dans tout ce qui dépend de la nature & de la fortune ? La taxe personnelle est donc une vexation individuelle sans utilité commune ? La capitation est un esclavage affligeant pour l'homme, sans profit pour l'Etat.

Après s'être permis l'impôt, qui est la preuve du despotisme, ou qui y conduit un peu plus tôt, un peu plus tard, on s'est jeté sur les consommations. Les Souverains ont affecté de regarder ce nouveau tribut comme volontaire en quelque sorte, puisque sa quantité dépend des dépenses que tout citoyen est libre d'augmenter ou de diminuer au gré de ses facultés & de ses goûts, la plupart factices.

Mais si la taxe porte sur les denrées du premier besoin, c'est le comble de la cruauté. Avant toutes les lois sociales, l'homme avoit le droit de subsister. L'a-t-il perdu par l'établissement des lois ? Surprendre au peuple les fruits de la terre, c'est les lui ravir ; c'est attaquer le principe de son existence que de le priver, par un impôt, des moyens de la conserver. En pressurant la subsistance de l'indigent, l'Etat lui ôte les forces avec les aliments. D'un homme pauvre, il fait un mendiant ; d'un travailleur, un oisif ; d'un mal-

heureux , un scélérat : c'est-à-dire , qu'il conduit un famélique à l'échafaud par la misère.

Si la taxe porte sur des denrées moins nécessaires, que de bras , perdus pour l'Agriculture & les Arts , sont employés , non pas à garder les boulevarts de l'Empire , mais à hérissier un Royaume d'une infinité de petites barrières ; à embarrasser les portes des villes ; à infester les chemins & les passages du commerce ; à fureter dans les caves , dans les greniers , dans les magasins ! Quel état de guerre entre le Prince & le peuple , entre le citoyen & le citoyen ! que de prisons , de galères , de gibets , pour une foule de malheureux qui ont été poussés à la fraude , à la contrebande , à la révolte , même par l'iniquité des lois fiscales !

Quelle est la forme d'imposition la plus propre à concilier les intérêts publics avec les droits des citoyens ? C'est la taxe sur la terre. Un impôt est une dépense qui se renouvelle tous les ans pour celui qui en est chargé. Un impôt ne peut donc être assis que sur un revenu annuel ; car il n'y a qu'un revenu annuel qui puisse acquitter une dépense annuelle. Or on ne trouvera jamais de revenu annuel , que celui des terres. Il n'y a qu'elles qui restituent chaque année les avances qui leur sont faites,

& de plus un bénéfice dont il soit possible de disposer. On commence, depuis long-temps, à soupçonner cette importante vérité. De bons esprits la porteront un jour à la démonstration; & le premier Gouvernement qui en fera la base de son administration, s'élèvera nécessairement à un degré de prospérité inconnue à toutes les Nations & à tous les siècles.

Pour que rien ne puisse diminuer les avantages de cette heureuse innovation, il faudra que toutes les terres, indistinctement, soient assujetties à l'impôt. Le bien public est un trésor commun, dans lequel chaque citoyen doit déposer ses tributs, ses services, & ses talens. Jamais des noms & des titres ne changeront la nature des hommes & des possessions. Ce feroit le comble de la bassesse & de la folie de faire valoir les distinctions qu'on a reçues de ses peres, pour se soustraire aux charges de la société. Toute prééminence qui ne tourneroit pas au profit général, feroit destructive; elle ne peut être juste qu'autant qu'elle est un engagement formel de dévouer plus particulièrement sa fortune & sa vie au service de la patrie.

Si de nos jours, pour la première fois, les terres étoient imposées, ne jugeroit-on pas nécessairement que la contribution doit être

proportionnée à l'étendue & à la fertilité des possessions ? Quelqu'un oseroit-il alléguer ses plans, ses services, ses dignités, pour se soustraire aux tributs qu'exige le service public ?

Qu'ont de commun les taxes avec les rangs, les titres, & les conditions ? Elles ne touchent qu'aux revenus ; & ces revenus sont à l'Etat, dès qu'ils sont nécessaires à sa défense.

Un cadastre qui mesurerait avec soin les terres, qui apprécierait avec équité leur valeur, seroit le seul moyen capable d'opérer la plus heureuse des révolutions. On n'a que rarement, qu'imparfaitement appliqué un principe si simple & si lumineux. Il faut espérer que cette belle institution, quoique vivement repoussée par le crédit & par la corruption, sera perfectionnée dans les Etats où elle a été adoptée, & qu'elle sera introduite dans les Empires où elle n'existe pas encore. Le Monarque qui signalera son regne par ce grand bienfait, sera béni pendant sa vie ; il laissera un nom cher à la postérité, & sa félicité s'étendra au-delà des siècles, si, comme on n'en peut douter, il existe un Dieu rémunérateur.

Pour que les taxes ne soient jamais excessives, il faut qu'elles soient ordonnées, réglées, & administrées par les représentans des Nations. L'impôt a toujours dépendu de la pro-

priété. N'est pas maître du champ, qui ne l'est pas du fruit. Aussi, chez tous les peuples, les tributs ne furent-ils établis, dans leur origine, sur les propriétaires, que par eux-mêmes, soit que les terres fussent réparties entre les Conquérans, soit que le Clergé les eût partagées avec la Noblesse, soit qu'elles eussent passé, par le commerce & l'industrie, entre les mains de la plupart des citoyens; par-tout, ceux qui les possédoient avoient conservé le droit naturel, inaliénable & sacré, de n'être point taxés sans leur consentement. Otez ce principe, il n'y a plus de Monarchie, il n'y a plus de Nation, il ne reste qu'un Despote & un troupeau d'esclaves.

Peuples, si les Rois ordonnent aujourd'hui ce qu'ils veulent, relisez votre Histoire; vous verrez que vos aïeux s'assembloient, qu'ils délibéroient toutes les fois qu'il s'agissoit d'un subside. Si l'usage en est passé, le droit n'en est pas perdu; il est écrit dans le ciel, qui a donné la terre à tout le genre humain pour la posséder; il est écrit sur ce champ que vous avez pris la peine d'enclore pour vous en assurer la jouissance; il est écrit dans vos cœurs, où la Divinité a imprimé l'amour de la liberté. Cette tête élevée vers les cieux n'est pas faite à l'image du Créa-

teur, pour se courber devant un homme, aucun n'est plus qu'un autre, que par le choix, que de l'aveu de tous. Gens de Cour, votre grandeur est dans vos terres, & non pas aux pieds d'un maître. Soyez moins ambitieux : vous serez plus riches. Allez rendre la justice à vos vassaux, & vous augmenterez votre fortune en augmentant la masse du bonheur commun. Que gagnez-vous à élever l'édifice du despotisme sur les ruines de toute espèce de liberté, de vertu, de sentiment, de propriété ? Songez qu'il vous écrasera tous. Autour de ce colosse de terreur, vous n'êtes que des figures de bronze, qui représentent les Nations enchaînées aux pieds d'une statue.

Si le Prince a seul le droit des tributs, quoiqu'il n'ait pas intérêt à surcharger, à vexer les peuples, ils seront surchargés & vexés. Les fantaisies, les profusions, les entreprises du Souverain ne connoîtront plus de bornes, dès qu'elles ne trouveront plus d'obstacle. Bientôt une politique fautive & cruelle lui persuadera que des sujets riches deviennent toujours insolens ; qu'il faut les ruiner pour les asservir, & que la pauvreté est le rempart le plus assuré du Trône. Il ira jusqu'à croire que tout est à lui, rien à ses esclaves,

& qu'il leur fait grace de tout ce qu'il leur laisse.

Le Gouvernement s'emparera de toutes les avenues & les issues de l'industrie, pour la traire à l'entrée & à la sortie, pour l'épuiser dans sa route. Le commerce n'obtiendra de circulation que par l'entremise & au profit de l'Administration fiscale. La culture sera négligée par des mercénaires qui ne peuvent jamais espérer de propriété. La Noblesse ne servira & ne combattra que pour un solde. Le Magistrat ne jugera que pour des espèces, & pour des gages. Les Négocians mettront leur fortune à couvert, pour la transporter hors d'un pays où il n'y a plus de patrie, ni de sûreté. La Nation n'étant plus rien, prendra de l'indifférence pour ses Rois; ne verra ses ennemis que dans ses Maîtres; espérera quelquefois un adoucissement de servitude dans un changement de joug; attendra sa délivrance d'une révolution, & sa tranquillité d'un bouleversement.

S U R L A J U S T I C E.

LES Nations les plus policées n'en sont pas

encore venues jusqu'à connoître le prix de l'homme ; témoins la multitude des peines capitales infligées par-tout , & pour des délits assez frivoles. Il n'y a pas d'apparence que des Nations, où l'on condamne à la mort une jeune fille de dix-huit ans , qui pourroit être mere de cinq ou six enfans , un homme sain & vigoureux , de trente ans , pour le vol d'une piece d'argent , aient médité sur ces tables de la probabilité de la vie humaine , qu'ils ont si savamment calculées , puisqu'elles ignorent combien la cruauté de la nature immole d'individus , avant que d'en amener un à cet âge. On répare , sans s'en douter , un petit dommage fait à la société par un plus grand. Par la sévérité du châtiment , on pousse le coupable du vol à l'assassinat. Quoi donc ! est-ce que la main qui a brisé la serrure d'un coffre fort n'est plus bonne qu'à être coupée ? Quoi donc ! parce qu'un débiteur infidèle ou indigent n'est pas en état de s'acquitter , faut-il le réduire à l'inutilité pour la société , à l'insolvabilité pour vous , en le renfermant dans une prison ? Ne conviendrait-il pas mieux à l'intérêt public & au vôtre , qu'il fît quelque usage de son industrie & de ses talens , sauf à l'action que vous avez légitimement intentée contre lui , à le suivre par-tout , &

à

à s'y saisir d'une portion de son lucre , fixée par quelque sage loi ? Que gagne le créancier cruel , qui , tourmenté de son avarice & de sa vengeance , aime mieux tenir son malheureux débiteur dans les fers , couché sur de la paille , & l'y nourrir de pain & d'eau , que de le rendre à la liberté ?

SUR LA TOLÉRANCE.

Tous les cultes partent d'un tronc commun , qui subsiste & qui subsistera à jamais , sans qu'on ose l'attaquer , sans qu'on puisse prévoir la nature des branches qu'il repoussera , sans qu'il soit permis d'espérer d'en arracher une seule qu'avec effusion de sang. Il y auroit peut-être un remède , ce seroit une si parfaite indifférence des Gouvernemens , que , sans aucun égard à la diversité des cultes , les talens & la vertu conduisent seuls aux places de l'Etat & aux faveurs du Souverain. Alors peut-être les différentes Eglises se réduiroient à des différences insignifiantes d'école. Le Catholique & le Protestant vivoient aussi paisiblement , l'un à côté de l'autre , que le Cartésien & le Newtonien. Nous disons peut-

être, parce qu'il n'en est pas des matieres de religion, ainsi que des matieres de philosophie. Le défenseur du plein & du vide ne croit ni offenser, ni honorer Dieu par son système. Le plus zélé ne compromettrait, pour sa défense ou sa propagation, ni son repos, ni son honneur, ni sa fortune, ni sa vie. Qu'il persiste dans son opinion, ou qu'il l'abandonne, on ne l'appellerait point apostat. Ses leçons ne seraient point traitées d'impiétés & de blasphêmes, comme il arrive dans les disputes de religion où l'on croit la gloire de Dieu intéressée, où l'on tremble pour son salut à venir, & pour la damnation éternelle des siens ; où ces considérations sanctifient les forfaits, & résignent à tous les sacrifices.

Que faire donc ? Faut-il, à l'exemple d'un peuple innocent & simple, qui voyoit l'embrâsement religieux prêt à gagner sa paisible contrée, défendre de parler de Dieu, soit en bien, soit en mal ? Non, certes. La loi d'un silence qu'on se feroit un crime d'observer, ne feroit que de l'huile jetée sur le feu. Faut-il laisser disputer sans s'en mêler ? Ce feroit le mieux sans doute ; mais ce mieux là ne sera point sans inconvéniens, tant que les premières années de nos enfans seront confiées à des hommes qui leur feront sucer, avec

le lait, le poison du fanatisme dont ils sont enivrés. Et quand les peres deviendroient les seuls Instituteurs religieux de leurs enfans, n'y auroit-il plus de désordre à craindre ? J'en doute. Encore une fois, que faire donc ? Sans cesse parler de l'amour de nos semblables. On lit de l'île de Ternate; que les Prêtres y étoient muets. Il y avoit un temple, au milieu du temple une pyramide, & sur cette pyramide, *adore Dieu, observe les lois, aime ton prochain*. Le temple s'ouvroit un jour de la semaine. Les Insulaires s'y rendoient. Tous se prosternoient devant la pyramide; le prêtre, debout à côté, en silence, montrait, de l'extrémité de sa baguette, l'inscription. Les peuples se relevoient, se retiroient, & les portes du temple se refermoient pour huit jours. J'assurerois bien qu'il n'est mention, dans les annales de cette île, ni de disputes, ni de guerres de religion. Mais où verra-t-on jamais un Ministère indifférent, un catéchisme aussi court, & un Prêtre muet ? Par-tout un Ministère intolérant, un catéchisme compliqué, & un Prêtre qui parle.

Le premier devoir d'une Administration sage est de ménager les opinions dominantes dans un pays ; car les opinions sont la propriété la plus chere des peuples, propriété plus chere

que leur fortune même. Elle peut travailler sans doute à les rectifier par les lumières , à les changer par la persuasion , si elles diminuent les forces de l'Etat ; mais il n'est pas permis de les contrarier sans nécessité ; c'est un genre d'oppression & de tyrannie particulier à la Politique moderne , que celui qui s'exerce sur les pensées & les consciences ; que cette piété cruelle , qui , pour des formes extérieures de culte , anéantit , en quelque sorte , Dieu même , en détruisant une multitude de ses adorateurs ; que cette impiété , plus barbare encore , qui , pour des choses aussi indifférentes que doivent paroître les cérémonies de religion , anéantit une chose aussi essentielle que doit l'être la vie des hommes & la population des Etats. Car on n'augmente point le nombre ni la fidélité des sujets , en exigeant des sermens contraires à la conscience en contraignant à des parjures secrets ceux qui s'engagent dans les liens du mariage ou dans les diverses professions du citoyen. L'unité de religion n'est bonne que lorsqu'elle se trouve naturellement établie par la persuasion. Dès que la conviction cesse , un moyen de rendre aux esprits la tranquillité , est de leur laisser la liberté. Lorsqu'elle est égale , pleine , & en-

tiere pour tous les citoyens, elle ne peut jamais troubler les familles.

SUR LES CORVÉES.

IL fut un temps en Europe (c'étoit celui du Gouvernement féodal), où les métaux n'entroient guere dans les stipulations publiques ou particulieres. Les Nobles servoient l'Etat, non de leur bourse, mais de leur personne; & ceux de leurs vassaux qu'ils s'étoient appropriés par la conquête, leur payoient des redevances, soit en denrées, soit en travaux. Ces usages, destructifs pour les hommes & pour les terres, devoient perpétuer la barbarie dont ils tiroient leur origine; mais enfin ils tomberent par degré, à mesure que l'autorité des Rois, sous l'appât de l'affranchissement des peuples, vint à saper l'indépendance & la tyrannie des grands. Le Prince, devenu seul Maître, abolit, comme Magistrat, quelques abus nés du droit de la guerre, qui détruit tous les droits. Il conserva cependant beaucoup de ces usurpations consacrées par le temps. Celle des corvées s'est maintenue en quelques Etats, où la Noblesse a presque

tout perdu, sans que le peuple y ait rien gagné. La France voit encore son aïfance gênée par cette fervitude publique, dont on a réduit l'injustice en méthode, comme pour lui donner une ombre d'équité.

Qui croiroit que sous le ficle le plus éclairé de cette Nation, au temps où les droits de l'homme avoient été le plus févérement discutés, lorsque les principes de la morale naturelle n'avoient plus de contradicteurs, sous le regne d'un Roi bienfaifant, sous des Ministres humains, sous des Magistrats integres, on ait prétendu qu'il étoit dans l'ordre de la justice, & selon la forme constitutive de l'Etat, que des malheureux qui n'ont rien fussent arrachés de leurs chaudières, distraits de leur repos ou de leurs travaux, eux, leurs femmes, leurs enfans & leurs animaux, pour aller, après de longues fatigues, s'épuiser en fatigues nouvelles, à construire des routes encore plus fastueuses qu'utiles, à l'usage de ceux qui possèdent tout, & cela, sans folde & sans nourriture.

SUR L'AGRICULTURE.

L'INTÉRÊT du Gouvernement est de favoriser les Cultivateurs avant toutes les classes

oiseuses de la société. La Noblesse n'est qu'une distinction odieuse, quand elle n'est pas fondée sur des services réels & vraiment utiles à l'Etat, comme celui de défendre la Nation contre les invasions de la conquête & contre les entreprises du despotisme. Elle n'est que d'un secours précaire & souvent ruineux, quand, après avoir mené une vie molle & licencieuse dans les villes, elle va prêter une foible défense à la Patrie sur les flottes & dans les armées, revient à la Cour mendier, pour récompense de ses lâchetés, des places & des honneurs outrageans & onéreux pour les peuples. Le Clergé n'est qu'une profession au moins stérile pour la terre, lors même qu'il s'occupe à prier ; mais quand, avec des mains scandaleuses, il prêche une doctrine que son exemple & son ignorance rendent doublement incroyable, impraticable ; quand, après avoir déshonoré, décrié, renversé la religion par un tissu d'abus, de sophismes, d'injustices, & d'usurpations, il veut l'étayer par la persécution ; alors ce Corps privilégié, paresseux, & turbulent, devient le plus cruel ennemi de l'Etat & de la Nation. Il ne lui reste de sain & de respectable que cette classe de Pasteurs : la plus avilie & la plus surchargée,

qui, placée parmi les peuples des campagnes ; travaille, édifie, conseille, console, & soulage une multitude de malheureux.

Les Cultivateurs méritent la préférence du Gouvernement, même sur les Manufactures & Arts, soit mécaniques, soit libéraux. Honorer, protéger les Arts de luxe, sans songer aux campagnes, sources de l'industrie, qui les a créés & les soutient, c'est oublier l'ordre des rapports de la nature & de la société. Favoriser les Arts, & négliger l'Agriculture, c'est ôter les pierres des fondemens d'une pyramide, pour en élever le sommet.

Si j'avois un homme qui me produisît deux épis de blé au lieu d'un, disoit un Monarque, je le préférerois à tous les génies politiques. Pourquoi faut-il que ce Roi, que ce mot ne soient qu'une fiction du Philosophe Swift ? Mais une Nation qui produisit de tels Ecrivains, devoit réaliser cette belle sentence. Elle établit & perfectionna l'Agriculture par des honneurs & des prix aux Cultivateurs. Une médaille fut frappée & adjugée au Duc de Bedford, avec cette inscription : *Pour avoir semé du gland* C'est que le travail est le premier devoir de l'homme, & que le premier travail est celui de la terre.

P R Ê T R E S.

LE monde est trop éclairé pour se repaître plus long-temps d'incompréhensibilités qui répugent à la raison, ou pour donner dans des mensonges merveilleux, qui, communs à toutes les religions, ne prouvent pour aucune.

Prêtres, simplifiez votre doctrine, purgez-la d'absurdités. Revenez à une morale praticable & sociale. Passez de la réforme de votre théologie à celle de vos mœurs. Puisque vous jouissez des prérogatives de la société, partagez-en le fardeau. N'objectez plus vos immunités aux tentatives d'un Ministère équitable qui se proposeroit de vous ramener à la condition générale des citoyens. Votre intolérance & les voies odieuses par lesquelles vous avez acquis & vous entassez encore richesse sur richesse, ont fait plus de mal à vos opinions que tous les raisonnemens de l'incrédulité. Si vous eussiez été les pacificateurs des troubles publics & domestiques, les avocats du pauvre, les appuis du persécuté, les médiateurs entre l'époux & l'épouse

entre les peres & les enfans, entre les citoyens, les organes de la loi, les amis du Trône, les coopérateurs du Magistrat; quelque absurdes qu'eussent été vos dogmes, on se seroit tu : personne n'eût osé attaquer une classe d'hommes si utiles & si respectables. Vous avez divisé l'Europe par des futilités, toutes les contrées ont fumé de sang; & pourquoi? On rougit à présent d'y penser. Voulez-vous restituer à votre Ministère sa dignité? Soyez humbles, soyez indulgens, soyez même pauvres s'il le faut. Votre Fondateur le fut. Ses Apôtres, ses Disciples, les Disciples de ceux-ci, qui convertirent tout le monde connu, le furent aussi. Ne soyez ni charlatans, ni hypocrites, ni simoniaques ou marchands de choses que vous donnez pour saintes. Tâchez de devenir Prêtres, c'est-à-dire, les Envoyés du Très-Haut, pour prêcher aux hommes les vertus, & pour leur en montrer des exemples.

Quelques Politiques ont avancé que le Gouvernement ne devoit jamais fixer de revenus aux Ecclésiastiques; les secours spirituels qu'ils offrent seront, disent-ils, payés par ceux qui réclameront leur ministère. Cette méthode redoublera leur vigilance & leur zèle: leur habileté pour la conduite des âmes s'accroîtra chaque jour par l'expérience, par l'étude &

l'application. Ces hommes d'Etat ont été contredit par des Philosophes qui ont prétendu qu'une économie dont le but ou l'effet augmenteroit l'activité du Clergé, seroit funeste au repos public ; & qu'il valoit mieux endormir ce Corps ambitieux dans l'oïseté, que de lui donner de nouvelles forces. N'observe-t-on pas, ajoutent-ils, que les églises ou les maisons religieuses sans rente fixe, sont des magasins de superstition à la charge du bas peuple ? N'est-ce pas là que se fabriquent les Saints, les miracles, les reliques, toutes les inventions dont l'imposture a accablé la religion ? Le bien des Empires veut que le Clergé ait une subsistance assurée, mais si modique, qu'elle borne nécessairement le faste du Corps & le nombre des membres. La misère le rend fanatique, l'opulence le rend indépendant ; l'un & l'autre rendent féditieux.

Ainsi le pensoit du moins un Philosophe qui disoit à un grand Monarque : « Il est dans
 » vos Etats un Corps puissant, qui s'est arrogé le droit de suspendre le travail de vos
 » sujets autant de fois qu'il lui convient de
 » les appeler dans ses temples. Ce Corps est
 » autorisé à leur parler cent fois dans l'année,
 » & à leur parler au nom de Dieu. Ce Corps
 » leur prêche que le plus puissant des Sou-

» verains est aussi vil, devant l'Être des êtres;
 » que le dernier des esclaves. Ce Corps leur
 » enseigne qu'étant l'organe du Créateur de
 » toutes choses, il doit être cru de préfé-
 » rence aux Maîtres du monde ». Quelles
 doivent être les suites naturelles d'un pareil
 système ? De menacer la société de troubles
 interminables, jusqu'à ce que les Ministres de
 la religion soient dans la dépendance absolue
 du Magistrat ; & ils n'y tomberont efficace-
 ment, qu'autant qu'ils tiendront de lui leur
 subsistance. Jamais on n'établira de concert
 entre les oracles du ciel & les maximes du
 Gouvernement, que par cette voie. C'est
 l'ouvrage d'une administration prudente, que
 d'amener, sans troubles & sans secousses, le
 Sacerdoce à cet état, où, sans obstacles pour
 le bien, il fera dans l'impuissance de faire le
 mal.

SUR LE CÉLIBAT DES MOINES.

UNE foule d'êtres vivent dans une sorte de
 société qui sépare à jamais les deux sexes.
 L'un & l'autre isolés dans des cellules, où

pour être heureux, ils n'auroient qu'à se réunir, consument les plus beaux jours de leur vie à étouffer & à détester le penchant qui les attire à traverser les prisons & les portes de fer que la peur a élevées entre des cœurs tendres & des âmes innocentes. Où est l'impunité, sinon dans l'inhumanité de ces institutions sombres & féroces, qui dénaturent l'homme pour le diviniser, qui le rendent stupide, imbécille, & muet comme les bêtes, pour qu'il devienne semblable aux Anges ? Dieu de la nature, c'est à ton tribunal qu'il faut en appeler de toutes les loix qui violent le plus beau de tes ouvrages, en le condamnant à une stérilité que ton exemple défavoue ! N'es-tu pas essentiellement fécond & reproductif, toi qui as tiré l'être du néant & du chaos, toi qui fais sans cesse sortir & renaître la vie du sein de la mort même ? Qui est-ce qui chante le mieux tes louanges, l'être solitaire qui trouble le silence de la nuit pour te célébrer parmi les tombeaux, ou le peuple heureux, qui, sans se vanter de la gloire de te connoître, te glorifie dans ses amours, en perpétuant la suite & la merveille de tes créatures vivantes ?

Les Moines ne furent pas toujours des hommes corrompus par l'oisiveté, par l'in-

trigue, par la débauche. Des soins utiles remplissoient tous les instans d'une vie édifiante & retirée. Les plus humbles, les plus robustes d'entre eux partageoient avec leurs serfs les travaux de l'agriculture. Ceux à qui la nature avoit donné ou moins de force ou plus d'intelligence, recueilloient dans des ateliers les arts fugitifs & abandonnés. Les uns & les autres servoient, dans le silence & la retraite, une Patrie dont leurs successeurs n'ont jamais cessé de dévorer la substance, de troubler la tranquillité.

L'opinion fit les Moines, l'opinion les détruira. Leurs biens resteront dans la société pour y engendrer des familles. Toutes les heures perdues à des prières sans ferveur seront consacrées à leur destination primitive, qui est le travail. Le Clergé se souviendra que dans ses livres sacrés, Dieu dit à l'homme innocent, *croissez & multipliez*; que Dieu dit à l'homme pécheur, *laboure & travaille*. Si les fonctions du sacerdoce semblent interdire aux Prêtres les soins d'une famille & d'une terre, les fonctions de la société prescrivent encore plus hautement le célibat. Si les Moines défrichèrent autrefois les déserts qu'ils habitoient, ils dépeuplent aujourd'hui les villes où ils fourmillent. Si le Clergé a

vécu des aumônes du peuple , il réduit à son tour les peuples à l'aumône. Parmi les classes oiseuses de la société, la plus nuisible est celle qui, par ses principes, doit porter tous les hommes à l'oïveté ; qui consomme à l'autel & l'ouvrage des abeilles, & le salaire des ouvriers ; qui allume durant le jour les lumières de la nuit, & fait perdre dans les temples le temps que l'homme doit aux soins de sa maison ; qui fait demander au ciel une subsistance que la terre seule donne ou rend au travail.

L'INJUSTICE DES PEUPLES CONTRE LES MINISTRES.

ON fronde avec amertume les fausses opérations du Gouvernement ; & lorsqu'il lui arrive par hasard d'en faire une bonne , on garde le silence. Peuples, dites-moi, est-ce donc la reconnoissance que vous devez à ceux qui s'occupent de votre bonheur ? Cette espece d'ingratitude est-elle bien propre à les attacher à leur pénible devoir ? est-ce ainsi que vous les engagerez à les remplir avec distinction ? Si vous voulez qu'ils soient attentifs au murmure de votre mécontentement, lorsqu'ils

vous vexent, que les cris de votre joie frappent leurs oreilles avec éclat, lorsque vous en êtes soulagés. A-t-on allégé le fardeau de l'impôt ? illuminez vos maisons ; sortez en tumulte, remplissez vos temples & vos rues ; allumez des bûchers, chantez & dansez à l'entour ; prononcez avec alégresse, bénissez le nom de votre bienfaiteur. Quel est celui d'entre les Administrateurs de l'Empire, qui ne soit flatté de cet hommage ? Quel est celui qui se résoudra, soit à sortir de place, soit à mourir sans l'avoir reçu ? quel est celui qui ne désirera pas d'augmenter le nombre de ces especes de triomphes ? Quel est celui dont les petits-fils n'entendront pas dire avec un noble orgueil : « son aïeul » fit allumer quatre fois, cinq fois les feux » pendant la durée de son administration » ? Quel est celui qui n'ambitionnera pas de laisser à ses descendans cette sorte d'illustration ? Quel est celui sur le marbre funéraire duquel on oseroit annoncer le poste qu'il occupa pendant sa vie, sans faire mention des fêtes publiques que vous célébrâtes en son honneur ? Cette réticence transformeroit l'inscription en une satire. Peuples, vous êtes également vils, & dans la misère, & dans la félicité : vous ne savez ni vous plaindre, ni vous réjouir.





